

# MINISTÈRE DU TRAVAIL, DU PLEIN EMPLOI ET DE L'INSERTION

Convention collective départementale

**IDCC : 911 | INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,  
ÉLECTRIQUES, CONNEXES ET SIMILAIRES**

**(Seine-et-Marne)**

**(30 novembre 1976)**

(Étendue par arrêté du 28 février 1980,

*Journal officiel* du 11 avril 1980)

## **Avenant du 19 avril 2022**

relatif au barème des taux effectifs garantis annuels (TEGA)  
et aux primes pour l'année 2022

NOR : ASET2250766M

IDCC : 911

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**UIMM 77,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**SMIDEF ;**

**STM77 CFDT ;**

**USM FO 77,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

### **Préambule**

Les partenaires sociaux se sont réunis pour partager une analyse de la situation économique et sociale, en vue de leur permettre de négocier les barèmes pour 2022.

Cette analyse a porté sur le contexte général de l'année 2021 encore marqué par la crise sanitaire et un contexte économique de reprise toutefois inégal selon les secteurs. Les perspectives pour 2022 ont également été abordées. Les partenaires sociaux ont souhaité réévaluer les barèmes pour l'année 2022 dans les conditions suivantes.

### **Article 1<sup>er</sup>**

Les taux effectifs garantis annuels prévus à l'article 4 de l'avenant « Mensuels » sont fixés pour l'année 2022 par un barème exprimé en euros figurant en annexe du présent avenant et constituent la rémunération annuelle en-dessous de laquelle ne pourra être rémunéré aucun salarié adulte et ayant atteint un an de présence continue dans l'entreprise au 31 décembre 2022.

Le présent barème est établi sur la base de l'horaire hebdomadaire légal de 35 heures, soit 151,67 heures par mois, et sera adapté proportionnellement à l'horaire collectif en vigueur ou à celui du salarié concerné.

Les compensations pécuniaires versées au titre de l'ensemble des réductions de la durée du travail sont à prendre en compte pour la comparaison des rémunérations réelles et des taux effectifs garantis annuels.

Tous les taux effectifs garantis annuels du présent barème ont une valeur supérieure au Smic annuel en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Toutefois, si une revalorisation du Smic intervenait au cours de l'année 2022, il est rappelé qu'à compter de cette revalorisation et dans les conditions prévues par le code du travail, la rémunération mensuelle d'un salarié ne pourra être inférieure au Smic correspondant à son horaire de travail effectif.

## **Article 2**

L'indemnité de panier prévue à l'article 16 de l'avenant « Mensuels » reste fixée à 7,60 € au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

## **Article 3**

La valeur du point, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, reste fixée à 4,99077 € au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

## **Article 4**

Les partenaires sociaux conviennent de se rencontrer à nouveau au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2022 afin d'évoquer ensemble les sujets d'emploi et de salaires.

## **Article 5**

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

## **Article 6**

Le présent avenant sera notifié à chaque organisation syndicale représentative dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail et déposé au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social ainsi qu'au secrétariat-greffé du conseil de prud'hommes de Melun dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Son extension sera sollicitée en application des articles L. 2261-24 et suivants du code du travail.

*Fait à Neuilly-sur-Seine, le 19 avril 2022.*

(Suivent les signatures.)

## Annexe

### Barème de taux garantis annuels applicables en Île-de-France pour l'année 2022

Barème, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, applicable aux entreprises soumises à la durée légale du travail de 35 heures.

(En euros.)						
Niveau	Coefficient	Échelon	Administratifs et techniciens	Agents de maîtrise (sauf agents de maîtrise d'atelier)	Ouvriers	Agents de maîtrise d'atelier
I	140	1	19 577		O1	19 577
	145	2	19 640		O2	19 790
	155	3	19 847		O3	20 209
II	170	1	19 888		P1	20 321
	180	2	20 112		P2	20 957
	190	3	20 341		P3	21 744
III	215	1	20 786	AM1	AM1	22 146
	225	2	21 861			
	240	3	22 911	AM2	TA1	24 024
IV	255	1	23 632	AM3	TA2	24 757
	270	2	24 975		TA3	26 243
	285	3	26 399	AM4	TA4	27 736
						28 123

Niveau	Coefficient	Échelon	Administratifs et techniciens	Agents de maîtrise (sauf agents de maîtrise d'atelier)			Ouvriers	Agents de maîtrise d'atelier
				AM5	AM6	AM7		
V	305	1	27 835	AM5	27 835		AM5	29 585
	335	2	30 523	AM6	30 523			33 567
	365	3	33 133	AM7	33 133			35 418
	395	3	35 890	AM7	35 890			38 278